

## Préface

Cette nouvelle édition des *Perspectives économiques en Afrique* donne une fois encore des raisons d'être optimiste quant à la pérennité du développement économique du continent. Les performances de nombreux pays d'Afrique se sont améliorées en 2006, étayées par des cours de matières premières soutenus, une augmentation des flux d'aide, des allègements de dette et, surtout, la mise en œuvre des réformes essentielles.

Nombre de gouvernements africains ont pris des dispositions prometteuses pour restructurer l'économie de leurs pays. Un peu partout, la démocratie s'enracine en profondeur, suscitant une participation accrue de la société civile aux processus politiques. Avec l'appui du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et sous les auspices de l'Union africaine, la coopération régionale progresse sensiblement. L'achèvement des trois premiers examens engagés dans le cadre du MAEP (mécanisme africain d'examen par les pairs) est également un motif de satisfaction, véritables prémices d'un engagement durable en faveur d'une gouvernance politique et économique. La communauté internationale montre par ailleurs une détermination renouvelée à s'investir aux côtés de l'Afrique pour l'aider, par l'intermédiaire de l'ICA (Consortium pour les infrastructures en Afrique), dans ses efforts d'investissement dans les infrastructures. Ces évolutions récentes posent de solides jalons pour les futures avancées économiques.

L'édition 2006/07 des *Perspectives économiques en Afrique* s'arrête sur la problématique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Seule une poignée de pays africains devraient atteindre les OMD (objectifs du Millénaire pour le développement) en la matière – une situation profondément regrettable. Pour que les pays d'Afrique subsaharienne atteignent l'OMD relatif à l'eau potable d'ici 2015, il faudra tripler chaque année le nombre de personnes ayant accès à une eau potable salubre. Pour réaliser l'OMD relatif à l'assainissement, 35 millions de personnes supplémentaires devront être reliées chaque année à un système d'assainissement, alors que le rythme actuel n'est que de 7 millions. La question du financement reste cruciale : les budgets publics, la participation du secteur privé et l'APD ont été largement insuffisants pour couvrir l'ampleur des investissements requis.

Sur cette toile de fond plutôt décevante, plusieurs pays se distinguent par leurs performances remarquables. Leur expérience est riche de nombreux enseignements. D'abord on ne peut progresser en matière d'accès des populations à l'eau et à l'assainissement qu'en modifiant les incitations des différents acteurs, au prix d'ambitieuses réformes des institutions, des cadres juridiques et des politiques publiques. Ensuite, le renforcement des capacités sur le terrain s'avère extrêmement payant, en particulier au niveau local, là où est gérée la ressource en eau. Il faut également faire l'effort de développer des outils de suivi afin de prendre la mesure des progrès et les éventuelles mesures correctives. Ces expériences prouvent également la nécessité de subventions croisées entre les usagers les plus riches et les plus pauvres, ainsi qu'entre les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Les secteurs pollueurs doivent être identifiés et supporter le coût de la dépollution. Enfin, en terme de financement, il faut encourager les partenariats public-privé et redoubler d'efforts au niveau international pour mobiliser des fonds en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Les perspectives du continent pour 2007 et 2008 sont dans l'ensemble positives, mais face à un repli probable du prix des produits non pétroliers, la situation des pays exportateurs nets de pétrole et des pays importateurs nets devrait se cliver un peu plus. Les pays richement dotés devront s'assurer que l'essentiel de la manne, qui s'accumule aujourd'hui dans leurs réserves grâce aux termes favorables de l'échange, viendra bien étayer le développement à moyen et long termes, en accordant toute la priorité aux investissements dans les infrastructures et le capital humain. Les pays importateurs nets de pétrole devront quant à eux ramener l'inflation en deçà des 10 pour cent sans pour autant freiner la croissance.

Si les perspectives économiques sont plutôt favorables, il faut rappeler que dans la plupart des pays, le niveau de départ est très faible. La sécurité des personnes reste gravement compromise par la vulnérabilité associée à l'extrême pauvreté. Aggravée par des structures de gouvernance inefficaces et des conflits internes, cette fragilité freine le développement du secteur privé et retarde toujours l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Le coup de pouce au soutien de la communauté internationale à l'Afrique, lors du sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, a été à cet égard vital. La décision attendue de la présidence allemande de l'Union européenne, lors du sommet de Heiligendamm, de maintenir cet effort sera tout à fait bienvenue.

Nous nous réjouissons de constater que nos deux organismes ont réussi, en six ans, à faire des *Perspectives économiques en Afrique* un ouvrage incontournable pour comprendre les évolutions qui façonnent l'économie de l'Afrique. Nous sommes fiers d'annoncer la poursuite de cette collaboration qui, dès la prochaine édition, sera placée sous la direction de la Banque africaine de développement.

Donald Kaberuka  
Président, Banque africaine de développement  
Tunis

Louka T. Katseli  
Directrice, Centre de développement de l'OCDE  
Paris

Avril 2007